

Unité départementale de l'Aisne
25 Rue Albert Thomas
02100 Saint-quentin

Soissons, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPR (SOCIETE PICARDIE REGENERATION)

5 ROUTE DE SOISSONS
02300 Chauny

Références : SPR2025_RAPVI_02102025
Code AIOT : 0005100177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement SPR (SOCIETE PICARDIE REGENERATION) implanté 5, route de Soissons 02300 Chauny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPR (SOCIETE PICARDIE REGENERATION)
- 5, route de Soissons 02300 Chauny
- Code AIOT : 0005100177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La Société Picardie Régénération (SPR) fait partie de SARP Industrie, filiale du groupe VEOLIA. Elle

est spécialisée dans le traitement de déchets dangereux, et plus particulièrement, la régénération de déchets de solvants non halogénés via une tour de distillation avec une capacité de 40 000 t/an. La société compte 34 salariés.

L'établissement est autorisé à exploiter ses installations sur la commune de CHAUNY par l'arrêté préfectoral du 22/05/2006. L'arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020 acte le classement Seveso Seuil Haut par dépassement direct du seuil associé à la rubrique 4510 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1".

La société SPR est autorisée au titre des rubriques principales suivantes :

- 2718 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux
- 2770 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux
- 2790 : Installation de traitement de déchets dangereux

L'établissement relève également de la directive IED au titre des rubriques 3510 "Élimination ou valorisation des déchets dangereux" (rubrique principale) et 3550 "Stockage temporaire de déchets dangereux". Il est concerné par le BREF WT « Traitement des déchets ».

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise à jour et diffusion du POI	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10	Demande d'action corrective	3 mois
9	Prélèvements dans l'environnement en cas de sinistre	AP Complémentaire du 21/10/2021, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Elaboration d'un POI	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10	Sans objet
3	Exercice POI du 02/10/2025	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10	Sans objet
4	Manche à air	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.12	Sans objet
5	Avis du CSE	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10	Sans objet
6	Procédure du SGS	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10	Sans objet
7	Mise en oeuvre du SGS	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Exercices réguliers	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur un exercice du Plan d'Opération Interne (P.O.I) en présence du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

L'exercice s'est déroulé correctement, sans anomalie particulière, à l'exception d'une barrière d'entrée qui ne s'est pas ouverte automatiquement à l'arrivée des pompiers.

L'Inspection a néanmoins relevé 2 non-conformités nécessitant la mise en place d'actions correctives dans un délai de 3 mois. A défaut, un projet de mise en demeure sera proposée à Mme la préfète. Les non-conformités portent sur:

- l'absence de mise à jour du POI malgré des modifications de l'étude de dangers et des installations;
- des informations manquantes relatives aux prélèvements environnementaux à réaliser en cas d'accident.

Il est également demandé à l'exploitant de mettre en cohérence le nom de ses installations entre documents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Elaboration d'un POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; • mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. <p>Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.</p> <p>Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI rédigé est daté du 01/10/2003, avec une mise à jour du 01/09/2024 sur la base des scénarios de l'étude de dangers.</p> <p>L'inspection a été réalisée à l'occasion d'un exercice conjoint avec le SDIS 02, ayant pour scénario</p>

un départ de feu au niveau du poste de chargement C1 et C2, avec un système d'extinction (sprinklage) hors service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour et diffusion du POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan. [...]</p> <p>Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité territoriale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ; - au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles, - à la Préfecture.[...]
<p>Constats :</p> <p>La dernière mise à jour date du 01/09/2024. Elle est basée sur l'étude de dangers de 2021 pour laquelle un rapport de non recevabilité avait été émis par l'Inspection en date du 21/03/2023. En outre, des travaux doivent être réalisés cette année (mur coupe-feu notamment).</p> <p>Demande d'action corrective n°1: Mettre à jour le POI afin d'intégrer les éléments de l'étude de dangers version 2025 et les modifications apportées aux installations.</p> <p>Les demandes n°6, 7 et 9 de la visite du 04/06/2024 sont soldées. Les modifications idoines ont été intégrées à la version 09/2024 du POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Exercice POI du 02/10/2025

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu'au déclenchement éventuel</p>

d'un plan de secours externe par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I).

Le P.O.I. est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. [...]

Constats :

- Constats de la visite du 04/06/2024

Demande n°8 : L'exploitant doit progresser et revoir les aspects suivants :

- faire confirmer les actions accomplies, notamment par l'agent de maintenance qui dit "croire" que la pompe incendie est démarrée;
- refaire des formations et exercices visant à s'assurer que le personnel chargé de l'intervention maîtrise et n'oublie pas certaines actions ;
- améliorer la main courante (Responsable communication).

Des éléments complémentaires figurent en annexe confidentielle.

- Constats de la visite du 02/10/2025

Un exercice POI a été réalisé le jour de l'inspection. Après le déclenchement de l'alarme, les agents se sont rendus au point de rassemblement comme prévu dans les consignes. Les personnels formés ont identifié que le système de sprinklage était hors service (dans le cadre du scénario). La direction a informé le SDIS, et les agents habilités ont déclenché manuellement le système d'extinction depuis le local incendie.

Les agents ont ensuite déroulé la tuyauterie et l'ont raccordée à la bouche d'incendie. La longueur disponible s'est révélée suffisante pour atteindre la zone concernée. L'agent en charge a confirmé le bon démarrage de la pompe incendie et le fonctionnement des équipements.

Lors de l'exercice, il a été constaté que l'exploitant dirige efficacement la mise en œuvre du POI et mobilise sans retard les moyens et matériels nécessaires.

La main courante a été tenue par le responsable communication, avec un suivi clair des horaires, actions et décisions. Un retour d'expérience a été organisé à la fin de l'exercice, ce qui a permis d'identifier quelques points à améliorer, notamment la coordination entre équipes et la rapidité d'intervention.

Les formations ESI ont été renouvelées en 2024, et de nouvelles sessions sont prévues pour 2026. La stratégie d'intervention du POI a été testée et jugée fonctionnelle.

Le POI « papier » est disponible dans le bureau du chef de centre. Il a été réalisé de manière à être aisément transportable et comporte des plans, tableaux et fiches mobiles.

Le POI a bien été transmis à l'Inspection conformément à la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Manche à air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.12

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

<p>[...] Des manches à air éclairées sont implantées sur le site. Elles doivent être implantées de manière à ce que, à partir de n'importe quel point du site, il soit possible d'en voir une.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Constats de la visite du 04/06/2024 <p>Non-conformité n°4: La manche à air n'est pas à une hauteur suffisante pour permettre sa visibilité en toutes circonstances. Par courriel du 21/06/2024, l'exploitant propose de rehausser la manche à air d'ici le 30/09/2024. Compte-tenu de ces éléments, l'Inspection ne propose pas de mise en demeure mais demande une action corrective (n°4).</p> <ul style="list-style-type: none"> Constats de la visite du 02/10/2025 <p>La manche à air a été rehaussée à 8 mètres, elle est suffisamment visible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Avis du CSE

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] À chaque nouvelle version du P.O.I, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre de la CSE, s'il existe. L'avis de la CSE est joint à l'envoi du P.O.I à la DREAL. [...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Constats de la visite du 04/06/2024 <p>Non-conformité n°2 (demande d'action corrective) : Le CSE n'a pas été consulté sur le POI.</p> <ul style="list-style-type: none"> Constats de la visite du 02/10/2025 <p>L'exploitant indique qu'à chaque mise à jour, le personnel est consulté dans le cadre du CSE. Le compte-rendu du CSE du 25/10/2024 a été présenté. Il comporte la validation du POI révision 11 par le CSE. L'action corrective a été réalisée. La non-conformité de 06/2024 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Procédure du SGS

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10</p>

<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none"> la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.OI.; cela inclut notamment : <ul style="list-style-type: none"> l'organisation de tests périodiques (a minima annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, la formation du personnel intervenant, l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (révision ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage), la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>Cette procédure est intégrée au processus « GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE » du système de gestion de la sécurité.[...]</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Constats visite du 04/06/2024 <p>Non-conformité n°1(demande d'action corrective): Il manque un cadrage pour l'ensemble des situations dangereuses intermédiaires.</p> <p>Le schéma d'alerte est à revoir si le POI est déclenché de manière plus systématique. Pour être complet, ajouter l'alerte aux interlocuteurs locaux et le groupe.</p> <p>L'Inspection avait également formulé 5 demandes d'amélioration (n°1 à 5).</p> <ul style="list-style-type: none"> Constats visite du 02/10/2025 <p>Une procédure conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral est en place et intégrée au système de gestion de la sécurité (SGS).</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande d'action corrective par courrier du 08/10/2024. Le POI couvre l'ensemble des situations et les schémas d'alerte ont été revus en conséquence.</p> <p>L'exploitant a répondu aux demandes n°1 à 5 par le même courrier. L'Inspection les considère soldées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mise en oeuvre du SGS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité.</p> <p>L'exploitant affecte des moyens appropriés au système de gestion de la sécurité. Il veille à son bon fonctionnement.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents du SGS.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Constats visite du 04/06/2024 <p><u>Non-conformité n°3 (demande d'action corrective):</u>L'exploitant ne met pas en œuvre l'ensemble des procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité en lien avec l'item "gestion des situations d'urgence ".</p> <p>Des précisions figurent en partie confidentielle, en lien avec la stratégie décrite dans la fiche d'intervention du hall 8 annexée au POI.</p> <p>Par courriel du 21/06/2024, l'exploitant a proposé un plan d'actions visant notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - redéfinir le scénario d'intervention ; - vérifier l'adéquation du matériel avec le scénario ; - refaire un exercice POI ; - faire imprimer les plans à jour en A0 ; - mettre en place des actions de formation... <p>Au vu de ces éléments, l'Inspection ne propose pas de mise en demeure et demande une action corrective.</p> <p>L'Inspection précise que le travail de vérification de scénario devra être réalisé pour l'ensemble des scénarii du POI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Constats visite du 02/10/2025</u> <p>L'exploitant a respecté le plan d'actions proposé le 21/06/2024, avec la mise en œuvre des actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La manche à air a été rehaussée à 8 m pour une meilleure visibilité (constaté sur place). • Un nouveau scénario d'exercice a été mis en place et testé, notamment avec le Hall 6. La longueur de la tuyauterie s'est révélée suffisante. (Le compte rendu de l'exercice a été présenté - Annexe 13 du POI.) • Trois exercices POI ont été réalisés depuis, avec transmission des comptes rendus (8/04/2025, 1/07/2025, 2/10/2025). • Les outils listés dans le POI sont bien présents dans la salle.

- Un plan au format A0 a été affiché dans la salle PC (Doc n° 3077-000-01).
- Le format du REX du POI a été validé et réutilisé à trois reprises lors des derniers exercices.
- La fiche de dénombrement a été mise à jour et est disponible dans la salle, avec celles du DOI, de l'adjoint DOI, de la Maintenance et de la Communication.
- La formation ESI niveau 1 a été réalisée en 2024, avec l'émargement de toutes les fiches réflexes conformément au plan de formation. La prochaine session est planifiée pour 2026.
- Les buses défectueuses du DP1 ont été changées (rapport : RI-202409-0060)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exercices réguliers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/10/2020, article 2.10

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

[...] Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur. Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice. [...]

Constats :

- Constats visite du 04/06/2024

En lien avec les constats du point de contrôle précédent, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser à minima un exercice par trimestre pendant 1 an.

- Constats visite du 02/10/2025

Le dernier exercice a été réalisé le jour de l'inspection. La DREAL et le SDIS ont été informés de sa tenue. Des exercices ont également été réalisés les 8 avril 2025 et 1er juillet 2025. Un dernier exercice est en cours de préparation, affirme l'exploitant. Le compte rendu a été transmis le 05/09/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prélèvements dans l'environnement en cas de sinistre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2021, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise, notamment :

- la liste, établie à partir l'étude de dangers, des substances susceptibles, si elles sont

libérées, de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers ;

- la liste, établie à partir de la méthodologie définie dans l'avis du 9 novembre 2017 susvisé et du retour d'expérience, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des inconvénients importants, dont des odeurs, sur de grandes distances (plus de cinq kilomètres) ;
- les dispositions spécifiques à mettre en œuvre par l'exploitant lors d'un incident ou accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible leurs émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions...) ;
- les méthodes de prélèvement et d'analyse disponibles et adaptées pour chacune de ces substances ;
- les modalités opérationnelles de prélèvement et de mesures selon la durée de l'évènement ;
- les modalités d'activation de la chaîne de prélèvement et d'analyses.

Article 5 de l'AM du 26/05/2014:[...] Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. [...]

Constats :

Les annexes existent et sont intégrées au POI sous forme de chapitres : les trois points relatifs à l'organisation, aux moyens d'alerte et aux modalités d'intervention figurent au chapitre 4, tandis que les trois points concernant la communication, le retour d'expérience et la mise à jour du plan sont présentés au chapitre 6.9.

- l'exploitant identifie au §4.4 de son POI : les produits de décomposition thermique pouvant générer des effets toxiques et 6 substances "odorantes". Aucune substance très odorante n'est identifiée;

Remarque: Ce paragraphe renvoie vers le §6.5 pour les méthodes de prélèvement et analyse, dispositions mise en œuvre par l'exploitant pour limiter les émissions en cas d'incident et modalités d'activation. Il s'agit en réalité du §6.9

- les modalités d'organisation des prélèvements ainsi que les actions immédiates visant à limiter les émissions (pompage, mise en œuvre d'absorbant...) sont précisées au §6.9.

Demande d'action corrective n°2: Des éléments complémentaires doivent être ajoutés au POI afin de répondre aux prescriptions. Notamment les équipements à mobiliser et les personnels compétents à analyser les prélèvements, qui sont également en lien avec les méthodes de prélèvement et modalités opérationnelles.

Concernant les matrices à investiguer, l'Inspection invite l'exploitant à consulter le logigramme France Chimie dans le DT n°126 de juin 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois